

Résumé de Greenpeace sur son rapport sur les liens entre le nucléaire français et la Russie

Après avoir mis en lumière la dépendance de la France à la Russie pour l'exportation de ses déchets nucléaires et son approvisionnement en uranium enrichi, Greenpeace France lève le voile sur un secret bien gardé par l'industrie nucléaire et le gouvernement français : **les autorités russes ont la mainmise sur une énorme partie des importations françaises d'uranium naturel provenant du Kazakhstan et d'Ouzbékistan.**

La France a quasiment triplé ses importations d'uranium enrichi russe en pleine invasion de l'Ukraine avec, en 2022, la livraison par la Russie d'un tiers de l'uranium enrichi nécessaire au fonctionnement des centrales nucléaires françaises pendant un an. Cette même année, **près de la moitié de l'uranium naturel importé en France provenait du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, alors que la quasi-totalité de l'uranium naturel en provenance du Kazakhstan, et une partie considérable de celui venant d'Ouzbékistan, passent entre les mains de Rosatom** qui contrôle le transport de toutes les matières nucléaires transitant sur le sol russe. Toujours en 2022, **l'intégralité des exportations françaises d'uranium de retraitement (URT) ont été envoyées en Russie, et l'intégralité des importations d'uranium ré-enrichi (URE) en France provenaient de Russie.**

Alors que Volodymyr Zelensky ne cesse d'appeler à des sanctions européennes contre Rosatom, qui occupe la centrale nucléaire de Zaporizhia depuis le 4 mars 2022, l'invasion de l'Ukraine ne semble pas ralentir le commerce de cette géante de l'industrie nucléaire russe. Rosatom, outil géopolitique tentaculaire au service du Kremlin, fonctionne parfaitement. Les routes qui permettraient de transporter l'uranium kazakhstanaï et ouzbek en contournant le sol russe, comme la Route de transport international transcaspienne (TITR), ne représentent aujourd'hui pas de véritables alternatives tant les défis à relever sont immenses pour les rendre opérationnelles. Malgré leurs velléités d'indépendance vis-à-vis de la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ne sont pas en position de pouvoir s'affranchir rapidement de leur dépendance aux filiales de Rosatom, et à l'utilisation de cargos affrétés par des personnalités russes controversées pour l'exportation de leur uranium naturel.

Contrairement à ce qu'affirment les défenseurs de l'atome, **la dépendance de la filière nucléaire française aux autorités russes est immense**, ce qui pourrait expliquer pourquoi la France continue de s'opposer activement aux sanctions contre Rosatom au niveau européen. Loin de garantir une indépendance énergétique, la relance du nucléaire maintiendra la France dépendante des pays fournisseurs d'uranium comme la Russie. En cohérence avec son discours de soutien au peuple ukrainien, l'État français doit donc **exiger la rupture de tous les contrats liant EDF, Orano et Framatome à Rosatom, cesser de défendre les intérêts de Rosatom au niveau européen et œuvrer pour l'inclusion de cette entreprise aux mains du Kremlin à la liste des entreprises visées par les sanctions européennes.**